

-
- pour ce qui est de l'**Arctique**, notre ambassadeur aux affaires circumpolaires permettra de concentrer davantage l'attention sur les menaces non traditionnelles qui pèsent sur cette région;
 - enfin, nous collaborons avec l'**OEA** à l'établissement de structures pour la prévention des conflits.

En **Europe**, la fermeté de notre engagement est démontrée par nos contributions à l'**OTAN**, à l'**OSCE** (dont la fourniture d'une unité de planification à la mission de maintien de la paix au Nagorny-Karabakh), et à la force de l'**ONU** dans l'ancienne Yougoslavie.

Dans la région **Asie-Pacifique**, nous faisons avancer nos intérêts de sécurité dans le cadre du Forum régional de l'**ASEAN (FRA)** et en élargissant le **dialogue de sécurité** avec des partenaires tels que le Japon et les pays de l'**ASEAN**.

Au **Moyen-Orient**, nous encourageons la mise en place de régimes propres à renforcer la confiance. Enfin, pour ce qui concerne l'**Afrique**, nous aidons l'**OUA** à se doter d'une capacité de règlement des conflits, tout en menant des activités connexes au sein du **Commonwealth** et de la **Francophonie**.

- **La non-prolifération nucléaire et le contrôle des armements** sont plus importants que jamais.
- **Les armes nucléaires** elles-mêmes et leur prolifération constituent une grave menace. Le Canada attache la plus haute importance à la prorogation inconditionnelle et indéfinie du TNP. Nous collaborons aussi avec d'autres pays en vue de mieux contrôler les armes chimiques et biologiques, notamment par une vérification plus efficace.
- Pour ce qui est des armes conventionnelles, nous cherchons à renforcer la convention sur les mines terrestres et le Registre des armes classiques de l'**ONU**. Grâce à nos contrôles à l'exportation, nous continuerons de refuser des licences pour l'exportation d'armes pouvant servir à violer les droits de la personne ou à attiser des hostilités. Enfin, nous voulons susciter une action concertée pour régler le problème des gouvernements dont les dépenses vont aux armements plutôt qu'au développement national. À cette fin, le Canada appuiera la démobilisation des militaires et leur conversion à des rôles civils, pour aider les sociétés désireuses de réduire leurs dépenses militaires.